Communiqué de presse : Soutien aux salariés en lutte d'I-télé

Le SNRT-CGT audiovisuel et le SNJ-CGT apportent leur soutien au combat que mènent actuellement les salariés en grève d'I-Télé.

Déjà en juin nous dénoncions les annonces du patron nouvellement nommé qui voulait supprimer tous les CDD, soit près d'un tiers de l'effectif de la chaîne ! Et sa volonté de réécrire la ligne éditoriale. Imposant ainsi un plan d'austérité afin de toujours plus pressuriser les salariés pour toujours plus de profits !

La décision de recruter un animateur précurseur de la télé poubelle, qui plus est mis en examen pour corruption de mineur a été la décision de trop.

Comme toute réponse la direction propose aux journalistes mécontents de quitter la chaine. Espère-t-elle ainsi renouveler la rédaction ?

Depuis sa prise de capital de Vivendi et donc sur Canal plus et I-Télé, Bolloré n'a pas cessé de vouloir modifier la ligne éditoriale. Les différentes nominations n'ont eu de cesse de le démontrer. Il est de plus en plus clair que l'ambition est de transformer une chaîne d'information en instrument de propagande à la solde des groupes Vivendi, Bolloré et leurs amis. C'est ce que l'on constate pour Direct Matin.

Les salariés d'I-Télé sont engagés dans un combat pour la liberté de l'information qui touche tous les médias actuellement.

La CGT se bat pour une information impartiale et indépendante libérée de tout intérêt économique.

L'attitude inflexible de la direction et les manœuvres de déstabilisation à l'encontre de nos élus n'entament en rien la détermination des salariés en grève. Comme geste d'ouverture, la direction n'a rien trouvé de mieux que de jeter les affaires des grévistes à la benne !

La CGT dénonce les manœuvres de la direction et apporte tout son soutien aux salariés mobilisés et à leurs revendications.

La CGT demande que le cahier des charges de la chaîne soit respecté et que cessent les agissements de son actionnaire.

Comme l'a déclaré la ministre la culture et de la communication :
« Les médias ne sont pas des entreprises comme les autres ».
Il serait temps que M. Bolloré le comprenne.
Au-delà des déclarations le gouvernement doit prendre des mesures pour que cesse cette concentration des medias au service de la communication de grands groupes.